Réaction Économique

États-Unis

04 novembre 2026

Rédacteurs
Recherche Macroéconomique

Plus qu'une victoire démocrate, une déroute républicaine.

Les résultats des élections de mi-mandat aux États-Unis sont sans appel. C'est une vague bleue qui a déferlé sur le Congrès et qui permet aux Démocrates de reprendre le contrôle à la fois de la Chambre des représentants et du Sénat. Le camp républicain perd des bastions rouges, tels que les sièges de sénateurs au Texas, en Caroline du Sud ou au Kansas. Les conséquences de la guerre en Iran sur le pouvoir d'achat des électeurs ont constitué un facteur déterminant de ces élections.

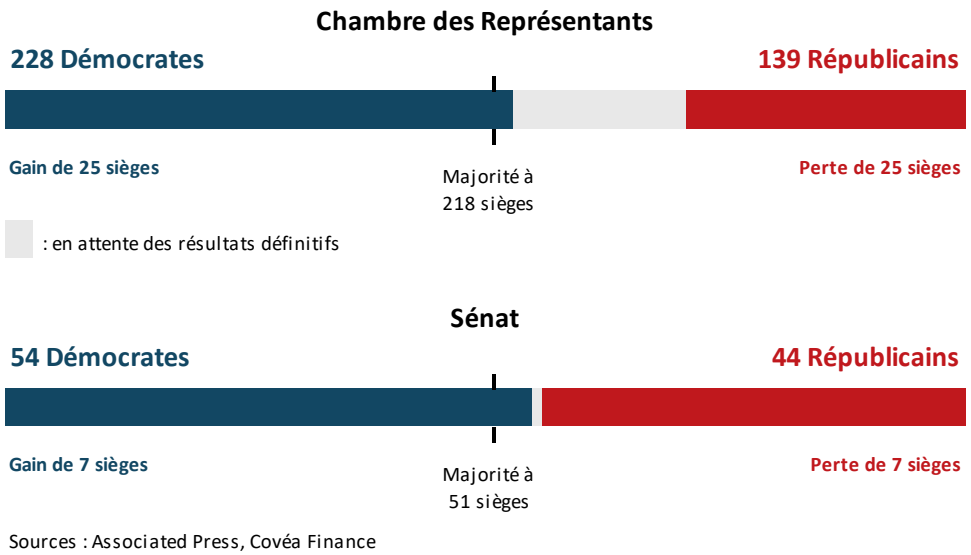
Si le coup est rude pour le camp présidentiel, **les conséquences en termes de politique économique pourraient être limitées**. Le président Trump dispose en effet d'un droit de veto sur les lois adoptées au Congrès et il entend en faire usage. Des compromis seront donc nécessaires. D. Trump garde également la main sur la politique commerciale et la guerre au Moyen-Orient, même si le Congrès dispose de leviers budgétaires.

Les négociations budgétaires se cristalliseront à l'approche du 11 décembre, date à laquelle la résolution budgétaire temporaire (*Continuing Resolution*) actuellement en vigueur expire. Si aucun texte de financement n'est adopté et promulgué d'ici là, une fermeture partielle du gouvernement fédéral (*government shutdown*) pourrait débuter le lendemain.

Au niveau local, les démocrates remportent également cinq sièges de gouverneurs, dont ceux du Texas et de Géorgie, ce qui pourrait avoir des **conséquences sur le déploiement de l'IA**. Ces deux États sont parmi les plus dynamiques en matière de développement de centres de données et les candidats démocrates, désormais élus, avaient réclamé pendant la campagne l'interdiction temporaire de la construction de ces infrastructures, qui font l'objet de critiques croissantes parmi la population.

Les Républicains perdent la majorité à la Chambre des Représentants et au Sénat

Etats-Unis : Résultats des élections de mi-mandat 2026



Sources : Associated Press, Covéa Finance

Vague bleue

Si les chances des Démocrates de reprendre la Chambre des représentants au camp présidentiel étaient élevées - un schéma maintes fois observé lors des élections de mi-mandat - **les résultats de 2026 témoignent d'une véritable déroute pour le camp républicain. Les démocrates obtiennent une large majorité, à la fois à la Chambre, mais aussi au Sénat** où les Républicains semblaient en position de force il y a encore quelques mois.

La Chambre Haute renouvelait un tiers de ses sièges (34 sur 100) lors de ce scrutin. Le camp républicain y perd des bastions historiques tels que le Texas, la Caroline du Sud ou le Kansas, où aucun sénateur démocrate n'avait été élu depuis 1932. Sur les 4 sièges considérés par les sondeurs comme incertains à la veille des élections, 3 ont été remportés par les démocrates (Iowa, Kansas, Maine, tandis que l'Alaska est encore incertain). Alors que les décomptes ne sont pas terminés, les Démocrates ont gagné 7 sièges et sont assurés d'avoir 54 sénateurs, contre 47 lors de la législature précédente, la majorité se situant à 51.

À la Chambre des représentants, où la totalité des 435 sièges étaient en jeu, les Démocrates devraient disposer d'une majorité écrasante. Au lendemain du scrutin, ils ont d'ores et déjà conquis 25 sièges, alors qu'un gain net de seulement 5 sièges leur suffisait pour reprendre la majorité et franchir le seuil des 218 élus. Ils comptabilisent ainsi 225 sièges et les projections permettent d'envisager autour de 250 représentants démocrates à l'issue du décompte des voix.

Quelles implications pour l'économie américaine ?

Si le coup est rude pour les Républicains, les conséquences en termes de politique économique pourraient être limitées. La victoire des Démocrates au Congrès ne leur permettra vraisemblablement pas d'adopter des lois majeures au cours des deux dernières années de mandat de Donald Trump. Celui-ci dispose en effet d'un droit de veto sur les projets de loi adoptés au Congrès, ce qu'il s'est empressé de rappeler. Pour passer outre le veto présidentiel, une majorité des deux tiers doit être réunie dans les deux assemblées du Congrès. En dépit de leur large victoire, les démocrates n'atteindront pas ce seuil. **Des compromis seront donc nécessaires.** D. Trump garde également la main sur la politique commerciale et la guerre au Moyen-Orient, même si le Congrès dispose des leviers budgétaires. Une des priorités affichées par les démocrates sera de revenir sur les coupes dans le programme Medicaid (programme de santé pour les plus démunis) et la fin des subventions pour la couverture santé qui sont entrées en vigueur en début d'année, en vertu de la loi OBBBA votée par les Républicains en juillet 2025. À l'opposé, D. Trump et les Républicains tenteront d'empêcher un détricotage de la loi OBBBA et de faire adopter des hausses de budget pour la défense et la guerre en Iran.

Ces négociations budgétaires devraient s'accélérer à l'approche du 11 décembre, date à laquelle la résolution budgétaire temporaire (*Continuing Resolution*) actuellement en vigueur expire. Si aucun texte de financement n'est adopté et promulgué d'ici là, une fermeture partielle du gouvernement fédéral (*government shutdown*) pourrait débuter le lendemain. Le principal risque consisterait à donner satisfaction à chacun des deux camps pour sortir de l'impasse, ce qui conduirait à une accélération des dépenses fédérales, et donc une aggravation des déficits. Un tel soutien budgétaire ne serait pas non plus du goût des banquiers centraux qui tentent de ramener l'inflation vers la cible de 2 %, ce qui pourrait les amener à durcir davantage la politique monétaire.

A l'échelon plus local, les démocrates remportent également plusieurs sièges de gouverneurs (gain de 5 sièges, dont ceux du Texas et de Géorgie), ce qui pourrait avoir des **implications sur le déploiement de l'IA**. Ces deux États sont parmi les plus dynamiques en matière de développement de centres de données. Les candidats démocrates, désormais élus, avaient appelé pendant la campagne à l'interdiction temporaire de la construction de ces infrastructures, qui font l'objet de critiques croissantes parmi la population en raison de leur consommation d'eau et d'électricité. Ainsi, le vote d'un durcissement de la réglementation sur l'IA au niveau fédéral paraît peu envisageable, mais des entraves au niveau local pourraient freiner un des principaux moteurs de la croissance américaine actuelle.

Les Démocrates devront fixer des priorités, ce qui permettra d'orienter la ligne du parti en perspective des élections de 2028, dans un contexte où celui-ci apparaît plus fragmenté que jamais. Une inconnue réside dans leur capacité à travailler avec le président Trump. Les premières déclarations des responsables démocrates suggèrent plutôt une stratégie de confrontation, puisqu'ils comptent mettre à profit leur nouvelle majorité pour intensifier le contrôle de l'exécutif, notamment en recourant à leur pouvoir d'assignation à comparaître. Les enquêtes devraient notamment porter sur les activités commerciales de Donald Trump et de sa famille, la politique migratoire de l'administration ainsi que plusieurs soupçons de conflits d'intérêts impliquant des proches du président.

Sébastien Berthelot
Responsable de la Recherche Économique



Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 24 901 254 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.
Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.
Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.
Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.
Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.
Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.
Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.
Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L' « Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.